

Cadre de financement du FAD-13

Document de travail

Première réunion de reconstitution du FAD-13
Février 2013
Tunis, Tunisie



FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

Résumé analytique

1. La treizième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement (FAD-13) intervient dans un environnement très difficile, les pays d'Afrique et de l'extérieur du continent s'employant à faire face aux effets de diverses crises. Le Fonds africain de développement (le «Fonds» ou «FAD») ne dispose pas encore de la capacité nécessaire pour financer raisonnablement, tout seul, le niveau actuel de l'aide au développement dont a besoin les pays membres régionaux éligibles. Il doit donc compter dans une large mesure sur les contributions des donateurs partageant la même vision de développement pour une Afrique meilleure.
2. Les ressources attendues du FAD-13 représentent la somme du montant de la reconstitution (souscriptions des donateurs, y compris l'écart technique), des ressources générées en interne par le FAD (sur la base de la capacité d'engagement anticipé) et des reports de fonds provenant des précédentes reconstitutions. Le présent document, consacré au cadre de financement, passe en revue les principaux facteurs financiers qui détermineront le niveau définitif des ressources du Fonds pour la période 2014-2016.
3. Le niveau de la reconstitution doit refléter exactement le montant que le FAD sera en mesure d'engager pour les nouvelles opérations au cours de la période du FAD-13. Par conséquent, la Direction recommande la révision de l'écart technique pour le ramener à 5 % du montant de la reconstitution, contre 7,5 % pour le FAD-12. Le présent document contient des propositions sur la détermination des taux de change et le calendrier d'encaissement standard du FAD-13. Par ailleurs, afin de préserver l'intégrité financière du Fonds, la Direction propose un cadre d'encaissement accéléré entièrement couvert en vue de protéger les ressources promises aux fins de développement contre des pertes indues et évitables.
4. Le document présente les estimations préliminaires de la capacité d'engagement anticipé et ses principaux paramètres, tandis que le document d'accompagnement intitulé «Capacité financière à long terme du Fonds africain de développement» contient une analyse approfondie des paramètres sous-tendant les ressources générées en interne par le FAD.
5. La réserve indicative d'opérations du FAD-13 est d'une valeur totale de 7 589 millions d'UC. Trois scénarios de reconstitution qui tiennent compte aussi bien des besoins des pays éligibles au financement que des difficultés financières auxquelles sont confrontés de nombreux États participants du Fonds, sont soumis à l'examen des Plénipotentiaires.

Table des matières

Abréviations	iv
1. Introduction	1
2. Souscriptions des donateurs.....	1
<i>Répartition du financement du FAD entre les pays donateurs et déficit.....</i>	<i>1</i>
<i>Conditions de financement proposées.....</i>	<i>2</i>
<i>Enjeux et défis.....</i>	<i>4</i>
<i>Portefeuille d'encaissements accélérés (EAC)</i>	<i>5</i>
<i>Taux de ristourne</i>	<i>5</i>
<i>Modalités des encaissements accélérés.....</i>	<i>6</i>
3. Compensation des dons au titre du FAD et de l'IADM.....	6
<i>Dons au titre du FAD.....</i>	<i>6</i>
<i>Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)</i>	<i>7</i>
4. Ressources générées par le fond.....	7
<i>Aperçu de l'autorisation d'engagement anticipé (AEA).....</i>	<i>7</i>
<i>Estimations préliminaires de la capacité d'engagement anticipé (CEA) du FAD-13.....</i>	<i>8</i>
5. Report de ressources des précédentes reconstitutions.....	9
<i>Souscriptions assorties de réserves</i>	<i>10</i>
<i>Souscriptions tardives</i>	<i>10</i>
6. Cadre de financement indicatif	10
7. Conclusion et recommandations	12
Annexe 1: Evolution des quotes-parts des donateurs au cours des trois précédentes reconstitutions	13
Annexe 2 : Propositions de quotes-parts réajustées pour le FAD-13	14
Annexe 3: Fluctuation des taux de change par rapport aux taux de reconstitution des principales monnaies de souscription	15
Annexe 4 : Calendrier de compensation au titre des dons du FAD-9 et du FAD-10	16
Annexe 5: Hypothèses de base sous-tendant la CEA pour les reconstitutions successives du FAD	19

Graphiques

Graphique 1 : Capacité d'engagement anticipé (en millions d'UC).....	8
--	---

Tableaux

Tableau 1 : Calendrier d'encaissement standard du FAD-13	4
Tableau 2: Exemple de calendrier d'encaissement sur une période de quatre ans pour le FAD-13.....	9
Tableau 3 : Estimations des ressources reportées du FAD-12 (en millions d'UC)	10
Tableau 4: Impact des scénarios sur la reconstitution et les ressources totales du FAD-13.....	11
Tableau 5: Scénarios de financement.....	11

Abréviations

ABP	Allocation basée sur la performance
AEA	Autorisation d'engagement anticipé
BAD	Banque africaine de développement
CCTA	Différence de conversion cumulée des devises
CEA	Capacité d'engagement anticipé
CEAS	Différence de conversion cumulée des souscriptions
DTS	Droits de tirage spécial
EAC	Encaissement accéléré
EONIA	Taux interbancaire européen
FAD	Fonds africain de développement
IADM	Initiative d'allègement de la dette multilatérale
LIBOR	Taux interbancaire offert à Londres
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIS	Opération d'échange sur indice au jour le jour
RDN	Ressources de développement nettes
RGI	Ressources générées à l'interne
TICR	Taux d'intérêt commercial de référence
UC	Unité de compte

1. Introduction

- 1.1. Le présent document, consacré au cadre de financement du FAD-13, passe en revue les sources de financement attendues pour la treizième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement (FAD-13), à savoir les souscriptions des donateurs, les ressources générées en interne et les reports de fonds provenant des précédentes reconstitutions. En outre, il examine les conditions de financement de la reconstitution et analyse les principaux facteurs financiers qui détermineront le niveau des ressources disponibles aux fins d'engagement au titre du FAD-13.
- 1.2. Une analyse approfondie des paramètres sous-tendant les ressources générées en interne par le FAD figure dans le document d'accompagnement intitulé «Capacité financière à long terme du Fonds africain de développement». Les problèmes et défis financiers relevés au cours de la période du FAD-12 ainsi que les solutions proposées sont également exposés dans le présent document. Les scénarios de niveau de reconstitution, tenant compte aussi bien des besoins des pays en termes de financement que les difficultés financières auxquelles sont confrontés de nombreux États participants du Fonds, sont soumis à l'examen des Plénipotentiaires.
- 1.3. Après cette introduction, la section II passe en revue la clé de répartition du financement du FAD entre les pays donateurs (quotes-parts), le déficit technique ainsi que les conditions financières de la reconstitution, tout en proposant quelques améliorations. La section III brosse le cadre de compensation du manque à gagner lié à l'attribution de dons et à l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale. La section IV examine les estimations préliminaires de la capacité d'engagement anticipé. La section V examine les ressources des reconstitutions précédentes qui seront reportées sur la FAD-13, tandis que la section VI présente les scénarios de financement indicatifs soumis à l'examen des Plénipotentiaires. Quant à la section VII, elle présente la conclusion et les recommandations.

2. Souscriptions des donateurs

- 2.1. Le Fonds africain de développement ne dispose pas d'une surface financière suffisante pour répondre à lui seul aux besoins en aide au développement des pays africains à faible revenu. Ceci est principalement lié à la taille de ses reconstitutions et le caractère fortement concessionnel de ses ressources. Le FAD compte donc dans une large mesure sur le soutien infaillible des donateurs partageant ses objectifs de développement pour une Afrique meilleure, et qui voient en lui un instrument efficace pour acheminer l'aide au développement sur le continent africain. Ainsi, une partie importante des ressources du FAD-13 devra être apportée par les donateurs, et, pour que le niveau de reconstitution choisi puisse être atteint, des contributions supplémentaires seront nécessaires pour réduire le déficit de financement (déficit technique).

Répartition du financement du FAD entre les pays donateurs et déficit

- 2.2. La souscription d'un donateur au Fonds est calculée en multipliant sa quote-part de la reconstitution précédente par le montant de la nouvelle reconstitution. Il convient de noter que la détermination des quotes-parts du FAD a été révisé en 2007, afin que le niveau de reconstitution sélectionné par les Plénipotentiaires puisse être atteint. En effet, dans le cadre des négociations du FAD-11, les Plénipotentiaires ont convenu d'un déficit (technique) maximum de 5 %. Ce plafond permet l'augmentation des souscriptions des donateurs tout au long de la période du FAD-13. Par ailleurs, des pays désirant adhérer au FAD seront en mesure de souscrire à la reconstitution grâce à l'existence de cet déficit technique. En réajustant les quotes-parts au cours du FAD-11, le Fonds a été en mesure de réduire considérablement le déficit entre les promesses de souscriptions des donateurs et le niveau de la reconstitution, le ramenant de 27 % pour le FAD-10 à 5 % pour le FAD-11.
- 2.3. Le déficit technique du FAD-12 avait été établi à 7,5 % en prévision de l'aboutissement des démarches menées par la Turquie et le Luxembourg pour leur adhésion au Fonds, ce qui leur aurait permis de souscrire à la douzième reconstitution, limitant ainsi son déficit. Il était

également attendu que comme par le passé, les pays n'étant pas en mesure d'augmenter leurs quotes-parts mais disposant d'une enveloppe budgétaire suffisante, pourrait effectuer des contributions supplémentaires pour réduire le déficit technique. Bien que l'adhésion de la Turquie et du Luxembourg au Fonds n'ait pas été finalisée, le déficit technique du FAD-12 a été réduit en partie, grâce à des contributions supplémentaires de l'Autriche, du Canada, de la Chine, de l'Espagne et de la Suède, à hauteur de 28,7 millions d'UC, soit 0,7 % de la reconstitution.

- 2.4. S'agissant du FAD-13, la Direction recommande le rétablissement du déficit technique à 5 %. En effet, le niveau de la reconstitution devrait refléter le montant que le FAD sera en mesure d'engager au cours de la période de mise en œuvre du FAD-13. Ce niveau de déficit offre aux donateurs du Fonds la possibilité d'augmenter leurs contributions, et aux nouveaux membres potentiels d'y souscrire.
- 2.5. Les quotes-parts des donateurs seront ajustés de 3 % afin que leur somme représente 95 % de la reconstitution, contre les 92,176 % actuels. L'annexe 1 présente l'évolution des quotes-parts du FAD-9 au FAD-12, et l'annexe 2 montre les quotes-parts ajustées proposées. La Direction tient à souligner que cet ajustement est proportionnel et n'augmente en aucun cas la quote-part relative de chaque donateur.

Conditions de financement proposées

Monnaie de souscription et taux de change

Monnaie de souscription

- 2.6. Les donateurs peuvent libeller leurs souscriptions en droits de tirage spéciaux (DTS), en une des devises du servant à déterminer la valeur du DTS (le dollar des États-Unis, l'euro, le yen japonais ou la livre sterling) ou dans leur propre monnaie, à condition que celle-ci soit librement convertible et que le taux d'inflation moyen du pays donateur au cours des trois précédentes années soit inférieur à 10 %.

Risque de change

- 2.7. Il peut y avoir des écarts importants entre le taux de change fixé pour une reconstitution et le taux de change en vigueur sur les marchés au moment de la réception du paiement, entraînant ainsi la fluctuation des ressources disponibles pour la reconstitution. L'annexe 3 présente les variations entre les taux de change fixés pour les précédentes reconstitutions et les taux de change appliqués au moment du paiement.
- 2.8. Afin d'atténuer ce risque de change, le Fonds prend des provisions sur les ressources disponibles au début de la reconstitution, afin d'éviter des engagements plus importants que les disponibilités. Le montant des provisions prélevées varie entre 1 % et 2 % du niveau de la reconstitution. La différence de conversion cumulée des souscriptions (DCCS), qui est une rubrique des états financiers du Fonds, qui reflète les différences de change qui s'élevait à 291 millions d'UC au 31 octobre 2012.

Détermination des taux de change de la reconstitution

- 2.9. Au cours des précédentes reconstitutions, trois principes ont régi la détermination de la période de référence retenue pour le calcul des taux de change. Tout d'abord, la période de référence devait offrir aux donateurs un délai suffisant pour leur permettre de déterminer leur souscription en monnaie nationale, calculée en fonction de leur quote-part. Ensuite, la période de référence du taux de change devait être prospective, afin d'éviter l'utilisation de taux de change en vigueur au début des négociations. En dernier lieu, la période de référence devait être suffisamment longue afin de réduire l'impact des fluctuations à court terme des taux de change. Par conséquent, les taux de change des différentes reconstitutions ont été calculés sur la base de la moyenne des taux journaliers sur une période de six mois s'achevant quelques semaines la dernière réunion consultative.
- 2.10. Pour le FAD-13, la Direction propose d'utiliser comme période de référence pour la détermination des taux de change la période de six mois, commençant le 1^{er} février 2013 et se terminant le 31 juillet 2013. Toutefois, afin de mieux protéger les ressources de développement

nettes du Fonds et de limiter l'impact de la CEAS, la Direction invite tous les donateurs en mesure de le faire à libeller leurs souscriptions en DTS.

Païement des souscriptions

Calendrier

- 2.11. Les donateurs sont appelés à payer leurs souscriptions respectives en trois tranches annuelles égales, afin qu'elles puissent être engagées en temps voulu pour le financement des projets ou programmes. La Direction propose de maintenir la date de paiement des souscriptions déjà adoptée pour le FAD-12, à savoir le 15 janvier de chaque année. En effet, cela permettrait une capacité d'engagement appropriée en début d'année, limitant ainsi les perturbations dans le financement des opérations.
- 2.12. En raison de leurs procédures et processus législatifs, certains donateurs ne peuvent pas respecter la date limite du 15 janvier. Et de fait, à la date de paiement de la seconde tranche du FAD-12, seuls 10 donateurs sur 26, dont les contributions représentent 30 % du montant de la reconstitution, ont pu verser leurs contributions à temps.

Forme des paiements

- 2.13. Pour chaque souscription, les paiements peuvent se faire en espèces ou, , par dépôt dans un compte-titres désigné du FAD, d'instruments non négociables et non productifs d'intérêts (billets à ordre) ou des obligations similaires, encaissables sur demande par le Fonds.

Encaissement des souscriptions

- 2.14. La plupart des pays donateurs effectuent leurs paiements par le dépôt de billets à ordre encaissés par la suite, selon un calendrier convenu à l'avance avec le Fonds. Ce calendrier indique les proportions devant être encaissées chaque année pour que le Fonds dispose, à tout moment, de ressources suffisantes pour satisfaire aux demandes de décaissement. Les Etats participants du FAD ont le choix entre un calendrier d'encaissement standard et un calendrier sur mesure. Ce dernier devrait être équivalent en valeur actualisée nette, au calendrier d'encaissement standard.

Calendrier d'encaissement standard

- 2.15. Le calendrier d'encaissement standard proposé pour le FAD-13 tient compte des projections de décaissement des engagements qui seront financés par les ressources de la reconstitution, tout en assurant la conformité avec la politique de liquidité du FAD.¹ La détermination du calendrier d'encaissement est guidée par les quatre hypothèses suivantes :
 - Les souscriptions des donateurs seront engagées en 3 tranches annuelles égales au cours de la période de la reconstitution ;
 - Les décaissements des projets de développement et des opérations destinées à l'appui de réformes auront un profil similaire à celui observé depuis 2007, le décaissement de 15 % des prêts et dons commenceront au cours de l'année d'approbation, et celui des 85 % commenceront l'année suivante ;
 - Un maximum de 18,75 % des financements du FAD-13 sera consacré à des opérations d'appui de réformes.² Les décaissements au titre de ces opérations, tout comme les décaissements au titre des prêts-projets, des dons, des opérations d'appui institutionnel et des dons pour le financement d'études, seront basés sur leur profil historique ;
 - Conformément aux principes directeurs du Fonds en matière de liquidité, le niveau de liquidité cible, au cours d'une année donnée, sera fixé à 62,5 % de la moyenne mobile triennale des décaissements nets. Ce niveau représente une marge de sécurité suffisante de liquidité, et permet au Fonds à la fois de faire face à des décaissements plus rapides que prévus, et à couvrir les retards d'encaissement des souscriptions des donateurs.

¹ Le Fonds doit détenir en actifs liquides 50 % à 75 % de la moyenne mobile triennale des décaissements prévus.

² À l'instar du FAD-11 et du FAD-12, ce chiffre suppose que les opérations à l'appui de réformes ne représenteront pas plus de 25 % des allocations pays globales qui, à leur tour, représenteront 75 % des ressources totales disponibles du FAD-13.

- 2.16. Le calendrier d'encaissement standard proposé pour le FAD-13 est similaire à celui du FAD-12 (Tableau 1).

Tableau 1 : Calendrier d'encaissement standard du FAD-13

Année d'encaissement	Taux annuel d'encaissement des souscriptions
2014	5.03%
2015	10.34%
2016	14.76%
2017	15.07%
2018	12.98%
2019	11.17%
2020	10.14%
2021	9.13%
2022	8.33%
2023	3.04%

Cadre de l'encaissement accéléré

- 2.17. Depuis le FAD-9, les donateurs ont la possibilité d'accélérer l'encaissement de leurs souscriptions en choisissant un calendrier d'encaissement sur mesure. Les revenus générés par le placement de ces fonds reçus à l'avance, sont portés au crédit des donateurs sur la base d'un taux préalablement convenu (taux de ristourne). Ils peuvent servir à couvrir³ ou à augmenter⁴ les quotes-parts des donateurs, réduire le déficit technique de la reconstitution⁵ ou régler les contributions des donateurs au titre de l'IADM⁶.

Enjeux et défis

- 2.18. Les taux d'intérêt sont à leur plus bas niveau historique, suite aux mesures vigoureuses et coordonnées prises par les principales banques centrales à travers le monde, suite à la crise financière mondiale. La plupart des taux de ristourne accordés au titre des précédentes reconstitutions des ressources du FAD avaient été déterminés au moment où les taux d'intérêt étaient nettement plus élevés que les niveaux actuels. C'est la raison pour laquelle le Fonds n'est pas à même d'atteindre les taux de rendement comparables aux taux de ristournes accordés aux donateurs effectuant des encaissements accélérés.
- 2.19. De manière spécifique, la période entre la détermination du taux de ristourne applicable et le placement effectif des fonds reçus à l'avance (période d'une durée pouvant varier de quelques mois à plusieurs années)⁷ a exposé le Fonds à un risque de taux d'intérêts. Le programme d'encaissement accéléré, des FAD-9 au FAD-11, avait enregistré à fin décembre 2011, des gains de 48 millions d'UC. Cependant si les taux d'intérêts bas persistent, cela pourrait se

³ Lorsqu'un donateur ne dispose pas de budget pour annoncer un montant qui permettra de maintenir sa part des charges au même niveau que celui de la précédente reconstitution, il peut utiliser le cadre d'encaissement accéléré. Ceci permettrait aux donateurs de bénéficier d'un crédit d'encaissement accéléré qui servirait à combler l'écart et à maintenir sa part des charges à un niveau similaire à celui de la précédente reconstitution.

⁴ Lorsqu'un donateur dispose du budget nécessaire pour annoncer un montant qui permettra de maintenir sa part des charges au même niveau que celui de la précédente reconstitution, il peut utiliser le cadre d'encaissement accéléré pour augmenter sa contribution au Fonds. Cela permettrait à un tel donateur d'avoir un crédit d'encaissement accéléré qui servirait à augmenter sa souscription et sa part des charges.

⁵ Lorsqu'un donateur dispose du budget nécessaire pour annoncer un montant qui permettra de maintenir sa part des charges au même niveau que celui de la précédente reconstitution, il peut utiliser le cadre d'encaissement accéléré pour réduire l'écart de la reconstitution, sans augmenter sa part des charges. Les fonds supplémentaires générés par le biais de l'encaissement (crédit d'encaissement accéléré) serviront à réduire l'écart technique de la reconstitution, mais n'augmenteront ni la part des charges ni les droits de vote du donateur.

⁶ Un bailleur de fonds peut utiliser le cadre d'encaissement accéléré pour générer un crédit d'encaissement accéléré qui peut être utilisé pour payer sa contribution au titre de l'IADM.

⁷ Les taux d'escompte sont fixés au moins six mois avant la période de reconstitution. Les paiements à l'avance en espèces sont reçus une à cinq années après l'adoption de la reconstitution.

traduire par une perte cumulée d'au moins 59 millions d'UC d'ici la fin de 2017.⁸

- 2.20. Compte tenu du volume limité des fonds reçus chaque année depuis la mise en place du programme d'encaissement accéléré en 2004, la majorité de ces fonds avait été investie dans le «portefeuille trading» du FAD, qui gère la liquidité du Fonds. Toutefois, l'augmentation substantielle de la taille du programme, combinée avec l'environnement de faibles taux d'intérêt, a introduit un changement dans la stratégie d'investissement. C'est la raison pour laquelle un portefeuille spécial d'encaissements accélérés (EAC) a été créé pour l'investissement des fonds reçus au titre du cadre d'encaissement accéléré, tel que présenté dans la section suivante.

Portefeuille d'encaissements accélérés (EAC)

- 2.21. Le portefeuille d'encaissements accélérés (EAC) a été créé au début de l'année 2012 dans le seul but d'investir les flux générés par l'encaissement accéléré des souscriptions des donateurs. Le principal objectif du portefeuille EAC consiste à récupérer la décote accordée aux donateurs en investissant les montants reçus d'avance pour reproduire le calendrier de reconstitution de référence et minimiser ainsi le risque de taux d'intérêt.
- 2.22. Tous les sous-portefeuilles du portefeuille EAC sont évalués en fonction des taux de ristourne indiqués aux donateurs. Ce portefeuille spécial a permis au Fonds de gérer et de réduire considérablement son exposition au risque de taux d'intérêt lié au programme d'encaissements accélérés.
- 2.23. Afin de préserver davantage la viabilité financière du Fonds, la Direction propose de réviser le cadre d'encaissement accéléré, comme suit.

Taux de ristourne

- 2.24. La création du portefeuille EAC permet au Fonds de couvrir ses futurs flux d'encaissements accélérés, grâce aux produits dérivés. Ceci permet de veiller à ce que les crédits octroyés aux donateurs correspondent, dans la mesure du possible, aux rendements générés par le Fonds. Au titre des précédentes reconstitutions, le Fonds a utilisé un taux d'actualisation basé sur le taux d'intérêt commercial de référence (TICR)⁹ pour les crédits jusqu'à cinq ans, taux ajusté à la baisse de 100 points de base. Pour le FAD-13, la Direction recommande la suspension de l'utilisation du TICR ajusté et son remplacement par les taux d'opération d'échange sur indice au jour le jour (OIS)¹⁰, qui peuvent être appliqués dans le contexte du cadre d'investissement de l'EAC et qui permettront de mieux protéger le Fonds contre le risque de taux d'intérêt lié au programme d'encaissements accélérés.
- 2.25. *Taux de ristourne* : Le taux de l'opération d'échange sur indice au jour le jour (OIS) sera utilisé comme taux d'actualisation pour les encaissements accélérés, sur la base du calendrier de paiement accéléré souhaité par le donateur. Pour se prémunir contre le risque de taux d'intérêt des encaissements accélérés, le Fonds s'engagera dans une opération OIS au titre de laquelle il bénéficiera d'un taux fixe annuel déterminé au début de la transaction (taux d'actualisation effectivement accordé) et paiera un taux flottant basé sur les taux composites OIS (taux des fonds fédéraux dans le cas du dollar des États-Unis, taux EONIA pour l'euro et taux équivalents OIS pour le yen japonais, la livre sterling et le dollar canadien).
- 2.26. *Monnaies éligibles* : Les encaissements accélérés ne seront possibles que pour les souscriptions libellées en dollars des États-Unis, en euros, en yen japonais, en livres sterling et en dollars canadiens¹¹.

⁸ Le déficit ou les gains imputables aux encaissements accélérés sont à la charge du Fonds.

⁹ Le TICR est calculé par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et est utilisé par les pays membres de l'OCDE comme référence pour les taux d'intérêt minimums applicables à l'appui financier public aux crédits à l'exportation.

¹⁰ Une OIS est un swap de taux fixe à taux flottant pour laquelle la partie flottante est calculée en utilisant un taux d'indice publié au jour le jour, tel que le taux des fonds fédéraux.

¹¹ Les marchés de produits dérivés dans ces monnaies sont suffisamment liquides pour permettre au Fonds de couvrir de manière efficace et efficiente les risques liés au programme relatif aux encaissements accélérés.

Modalités des encaissements accélérés

- 2.27. Le présent cadre révisé régissant les encaissements accélérés, proposé par la Direction pour le FAD-13, est un mécanisme qui offre aux donateurs des ristournes basées sur les taux que le FAD aura obtenu du marché, et permet de protéger les ressources du Fonds.
- 2.28. Détermination des taux de ristournes : Afin de protéger pleinement le Fonds contre le risque de taux d'intérêt lié aux encaissements accélérés, la Direction recommande que le traitement des encaissements accélérés se fasse au cas par cas, le taux de ristourne étant fixé lorsqu'un donateur s'engage irrévocablement pour un calendrier précis d'accélération des encaissements, convenu à l'avance. Le Fonds sera ainsi bien outillé pour assurer les couvertures nécessaires sur le marché contre les risques de taux et communiquera le niveau de ristourne aux donateurs, s'assurant ainsi qu'il correspond au rendement susceptible d'être réalisé sur le marché. Ce processus est similaire à celui qui est offert aux pays membres pour le paiement par anticipation, au titre de la sixième augmentation générale du capital de la Banque africaine de développement.
- 2.29. Irrévocabilité : Le choix du paiement accéléré sera irrévocable, à compter de la date à laquelle le Fonds et le donateur concerné conviennent des futures échéances des encaissements accélérés. Un donateur qui n'est pas à même par la suite de mettre à disposition des fonds, conformément au calendrier convenu, devra en supporter le coût (y compris le coût du dénouement de la couverture du FAD) lié au retard. En effet, en cas de non-paiement, les tirages devront s'effectuer sur la liquidité du FAD au titre des paiements non honorés, et les intérêts exigibles seront alors à la charge du donateur concerné.
- 2.30. Processus : La Direction et le pays donateur devront convenir d'une date pour la fixation du taux de ristourne applicable au titre du FAD-13 (la date de fixation). La date de fixation ne peut être à plus de 30 jours calendaires de l'encaissement de la première tranche. Le Fonds exécutera la couverture sur le marché¹² à la date de fixation et communiquera au donateur le taux d'actualisation définitif irrévocable obtenu au titre de la couverture.

3. Compensation des dons au titre du FAD et de l'IADM

Dons au titre du FAD

- 3.1. Depuis le FAD-9, les donateurs ont accepté de faire des contributions supplémentaires, en plus de leurs souscriptions ordinaires, afin de compenser le Fonds sur le manque à gagner au titre du remboursement du principal, imputable à l'octroi des dons. La portion don a constamment augmenté au fil du temps. Afin de préserver la capacité financière du Fonds, les donateurs se sont engagés à compenser le Fonds pour cette perte de revenu due au caractère non-remboursable des dons (principal).
- 3.2. Le FAD-12 a été le premier cycle de reconstitution au titre duquel la compensation du manque à gagner dû au non-remboursement du principal des dons est entrée en vigueur (la compensation du manque à gagner dû aux dons au titre du FAD-9 a commencé en 2011). Compte tenu de la structure du Fonds, les montants attendus au cours des premières années de la période de compensation sont relativement limités, la compensation des dons pendant la période du FAD-12 s'élevant à 83 060 UC.
- 3.3. Le FAD-13 marquera le début de la compensation pour les dons octroyés au titre du FAD-10. L'annexe 4 présente les montants de la compensation des dons, attendus des donateurs au cours de la période du FAD-13, qui sont estimés au total à 8,85 millions d'UC.

¹² Si un pays donateur paye sa contribution sous forme de versement unique en début de période, le Fonds achète les obligations d'État les plus sûres (STRIPS) - Échange séparé des intérêts nominatifs et du principal des titres – dans la devise pertinente, avec une valeur nominale et une échéance correspondant au calendrier de référence, utilisant ainsi la liquidité du Fonds. Pour des versements échelonnés multiples, le Fonds effectuera des transactions dérivées OIS afin de couvrir le risque de taux d'intérêt lié au calendrier de paiement convenu avec le pays donateur.

Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)

- 3.4. Le système de compensation au titre de l'IADM a commencé en 2006 et vise à éviter que l'allègement de dette accordé à ce titre affecte la capacité financière du Fonds. Les montants non remboursés au titre des prêts annulés dans le cadre de l'IADM sont compensés par les donateurs, selon l'approche «progressive», dollar pour dollar. Il convient de souligner que 10 % des paiements attendus au titre de l'IADM en 2011 n'ont pas été effectués à temps¹³, tandis que 10 % des montants dus pour 2011-2012 n'ont pas encore été reçus.
- 3.5. Les coûts de l'IADM sont actualisés à la fin de chaque reconstitution du FAD et prennent en compte les facteurs suivants :
- les excédents ou les déficits liés à la fluctuation des taux de change, qui se matérialisent pendant la période de reconstitution ;
 - les changements de calendrier des pays bénéficiaires atteignant le point d'achèvement ;
 - le montant futur de l'allègement de la dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ) ;
 - le taux de reconstitution du FAD utilisé pour déterminer les contributions des donateurs en monnaies nationales pour la période de reconstitution suivante.
- 3.6. Le coût de l'IADM applicable pour la période du FAD-13 sera déterminé pendant le troisième trimestre de 2013, tandis que les calendriers à jour des contributions au titre de l'IADM seront envoyés aux donateurs au plus tard en septembre 2013.

4. Ressources générées par le fond

- 4.1. Une autre source de financement du Fonds concerne les ressources générées en interne, sur la base de l'autorisation d'engagement anticipé (AEA). L'AEA évalue le niveau de la capacité d'engagement anticipé (CEA) qui peut être mobilisée durablement à partir de toutes les sources de financement autres que les souscriptions des donateurs. Elle permet au Fonds de prendre des engagements au titre des prêts et dons, en s'appuyant sur des rentrées de fonds futures prévisibles, notamment les remboursements de prêts, les transferts de revenu net de la BAD, les bénéfices nets prévus et les annulations de prêts.

Aperçu de l'autorisation d'engagement anticipé (AEA)

- 4.2. La capacité d'engagement anticipé (CEA) est fixée pour chaque période de reconstitution ; son niveau repose sur les hypothèses présentées de manière détaillée à l'annexe 5. Des marges de sécurité ont été intégrées dans le modèle afin d'atténuer le risque d'engagement excessif du Fonds ou le risque de dépassement des limites fixées pour le niveau minimum prudentiel de la liquidité. Ces mesures de protection font de l'autorisation d'engagement anticipé (AEA) un moyen efficace pour utiliser les ressources disponibles avec un risque d'engagement excessif négligeable.
- 4.3. L'AEA, qui est de nature à long terme, repose sur des hypothèses prudentes pour les futures rentrées de fonds. Les changements de paramètres du modèle qui interviennent pendant une période de reconstitution donnée ne se traduisent pas par des changements immédiats au niveau de la capacité d'engagement au cours de ladite reconstitution. Par exemple, lorsque les taux d'intérêt ou les niveaux des annulations de prêts diffèrent de ceux qui étaient initialement prévus pour la détermination d'une CEA, le niveau de la CEA pour cette période de reconstitution triennale ne change pas. Au contraire, c'est le modèle AEA qui est réajusté au début de chaque reconstitution (c'est-à-dire tous les trois ans), afin de prendre en compte les différences entre les flux financiers prévisionnels et les flux financiers effectifs, et de déterminer la CEA de la reconstitution suivante. Un tel mécanisme d'ajustement permet d'éviter efficacement le risque d'engagement excessif et de préserver l'intégrité des montants antérieurs de la CEA.

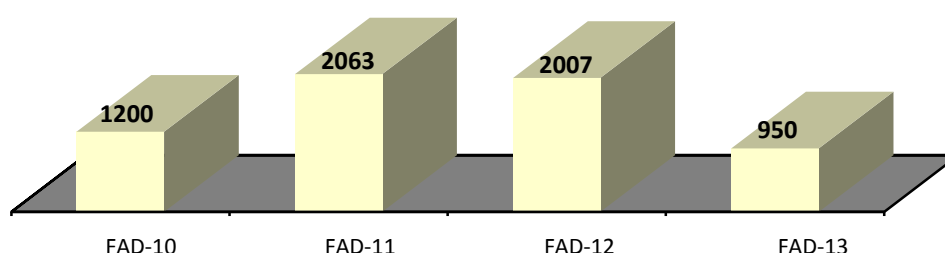
¹³ Ces paiements ont été reçus un an plus tard.

- 4.4. Une analyse approfondie des ressources générées à l'interne et des estimations de la CEA pour le FAD-13 figure dans le document d'accompagnement intitulé «Capacité financière à long terme du Fonds africain de développement».

Estimations préliminaires de la capacité d'engagement anticipé (CEA) du FAD-13

- 4.5. La Direction a étudié attentivement toutes les autres options pour accroître les ressources générées à l'interne par le Fonds.¹⁴ Le scénario de référence de la treizième reconstitution des ressources du FAD repose sur l'hypothèse que les souscriptions des donateurs demeurent constantes, en valeur réelle, par rapport au FAD-12 (avec un ajustement au taux d'inflation de 6,84 % pour le DTS). La CEA du FAD-13 est estimée à 950 millions d'UC pour le scénario de référence (graphique 1). Elle pourrait passer à 1 052 millions d'UC, si les souscriptions des donateurs augmentent de 53 %, en valeur nominale.

Graphique 1 : Capacité d'engagement anticipé (en millions d'UC)



- 4.6. La CEA du scénario de référence représente une réduction de 52,7 % par rapport au montant de la CEA du FAD-12. Cette réduction considérable des ressources générées à l'interne s'explique par différents facteurs dont quelques-uns sont présentés ci-dessous.¹⁵

Taux d'intérêt

- 4.7. Des taux d'intérêt bas se traduisent par une baisse du revenu des placements du Fonds. Les taux d'intérêt ne cessent de baisser depuis le début de la crise financière. Bien que la CEA du FAD-12 ait utilisé les taux d'intérêt à terme pour mieux prédire les rendements des placements, en retenant également l'hypothèse d'une lente tendance à la hausse de 2,6 % à 4,5 % à partir de 2016, la gravité de la crise financière mondiale et les mesures coordonnées prises par les principales banques centrales du monde, qui ciblent des politiques de taux d'intérêt zéro, ont montré que ces estimations étaient trop optimistes. Compte tenu du rendement actuel du portefeuille et selon les estimations les plus récentes, le taux de rendement du portefeuille de placements devrait s'élever à 2,65 %. L'impact immédiat de ce taux plus faible, à partir de 2014 et au-delà, est une réduction prévisible de la CEA, à hauteur de 443 millions d'UC.

Annulations de prêts

- 4.8. La baisse des annulations de prêts se traduit par une baisse des remboursements de prêts. Les directives relatives à l'annulation des prêts ont été amendées en mai 2011 pour améliorer la gestion du portefeuille et accroître l'impact des opérations du Groupe de la Banque en matière de développement. Afin de prendre d'importantes mesures d'incitation de nature à encourager les pays FAD à restructurer le portefeuille et à annuler les opérations non mises en œuvre, 70 % des ressources annulées sont désormais conservées par les pays aux fins d'engagement dans des opérations en cours ou de nouvelles activités, conformément aux documents de stratégie pays, tandis que le solde de 30 % doit être reversé au pool des ressources générales du Fonds. Le calcul de la CEA au titre du FAD-12 reposait sur l'hypothèse d'annulations

¹⁴ Voir le document intitulé «Capacité financière à long terme du Fonds africain de développement».

¹⁵ Toutes les variables qui affectent la CEA sont présentées de manière détaillée dans le document intitulé «Capacité financière à long terme du Fonds africain de développement».

annuelles de prêts pour la période du FAD-12 et au-delà estimées à 100 millions d'UC. Il était alors prévu que la totalité de ce montant soit conservé dans la liquidité du Fonds, mais le niveau à conserver dans la liquidité du Fonds sera maintenant ramené à 30 % seulement, conformément aux directives révisées. L'impact sur la CEA pour la période du FAD-13, impact immédiat et élevé, est estimé à 452 millions d'UC.

IADM

- 4.9. L'expérience de l'IADM met en exergue le risque que certains donateurs ne soient pas en mesure d'honorer leurs obligations à temps. La compensation du manque à gagner dû aussi bien à l'IADM qu'aux dons est prise en compte dans les flux financiers qui financent la CEA. Par conséquent, le non-paiement de la compensation ou les retards à cet égard réduisent le montant de la CEA. Compte tenu de l'expérience du FAD-12 et de l'expérience antérieure, le modèle suppose que 90 % des contributions au titre de l'IADM seront reçues à temps, mais qu'il y aura des retards pour 3 % de ces contributions. Si tous les donateurs honoraient pleinement et à temps leurs engagements au titre de l'IADM, la CEA passerait à 1 021 millions d'UC dans le scénario de référence. Les donateurs sont donc exhortés à honorer pleinement et à temps leurs engagements au titre de l'IADM.

Période d'encaissement

- 4.10. Afin d'optimiser davantage la CEA, les donateurs peuvent accepter l'encaissement de leurs souscriptions au titre du FAD-13 sur une période plus brève que la période standard de 10 ans. Par exemple, une période d'encaissement de quatre ans, telle que présentée au tableau 2 ci-dessous, augmenterait la CEA de 22 %, la faisant passer de son niveau de référence de 950 millions d'UC à 1 157 millions d'UC.

Tableau 2: Exemple de calendrier d'encaissement sur une période de quatre ans pour le FAD-13

Année d'encaissement	Taux d'encaissement annuel des souscriptions
2014	25%
2015	25%
2016	25%
2017	25%

- 4.11. Les mécanismes de sécurité intégrés dans le modèle AEA protègent l'intégrité du Fonds et veillent à ce que les ressources de la CEA engagées au titre du FAD-12 soient disponibles, même si les rentrées prévisionnelles de fonds au cours de la période 2011-2013 ne se matérialisaient pas. Le corollaire est une CEA inférieure pour le FAD-13. Les principales hypothèses sous-jacentes du modèle AEA, du FAD-10 au FAD-13, sont présentées à l'annexe 5.

5. Report de ressources des précédentes reconstitutions

- 5.1. Les deux principales sources de ressources reportées sont d'une part les souscriptions et les paiements reçus après la fin d'une période de reconstitution donnée, et d'autre part, les ressources disponibles non engagées au cours du cycle de reconstitution précédent.
- 5.2. Il est prévu de reporter un montant de 512 millions d'UC pour le FAD-13, dont 482 millions d'UC sous forme de souscriptions assorties de réserves et 30 millions d'UC au titre des souscriptions tardives (tableau 3). Si l'on retient l'hypothèse que les ressources au titre du pilier II de la Facilité en faveur des États fragiles sont utilisées pour apurer les arriérés au cours de la période du FAD-12, la Direction s'attend à ce que l'intégralité des ressources du FAD-12 soit engagée d'ici la fin du cycle.¹⁶

¹⁶ Cette hypothèse et les attentes seront révisées avant chaque réunion sur la reconstitution.

Tableau 3 : Estimations des ressources reportées du FAD-12 (en millions d'UC)

Ressources reportées :	FAD-3	FAD-8	FAD-9	FAD-10	FAD-11	FAD-12 (estimations)	TOTAL
Souscriptions assorties de réserves	7	0.16	23	2.5	64	385	482
Souscriptions tardives						30	30
Ressources non engagées			0	0	0	0	0
Total	7	0.16	23	2.5	64	415	512

Souscriptions assorties de réserves

- 5.3. Aux termes des conditions de la reconstitution, les souscriptions des États participants sont disponibles pour paiement et engagement en trois tranches annuelles égales. Les donateurs dont les paiements font l'objet d'approbations annuelles par le pouvoir législatif déposent auprès du Fonds un instrument de souscription assorti de réserves.
- 5.4. Bien que toutes les résolutions du FAD exigent que les souscriptions assorties de réserves deviennent sans réserves avant les dates de paiement précisées dans la reconstitution, les donateurs ne s'y conforment pas toujours, en raison de la situation particulière de chaque donateur. Certaines souscriptions au titre des reconstitutions du FAD-3 au FAD-10 sont toujours assorties de réserves. Tel est le cas des contributions attendues de l'Argentine (FAD-3) et des États-Unis d'Amérique. Les souscriptions assorties de réserves au titre du FAD-11 et du FAD-12, qui devraient être reportées au FAD-13, s'élèvent à 449 millions d'UC et représentent les souscriptions de l'Argentine (9,8 millions d'UC), de l'Espagne (88 millions d'UC), de l'Italie (200 millions d'UC) et des États-Unis (152 millions d'UC).

Souscriptions tardives

- 5.5. L'Égypte et le Portugal n'ont pas encore souscrit au FAD-12. Cependant, le Fonds et le Portugal ont convenu d'un calendrier de paiement, avec effet à partir de 2016, qui aura une valeur équivalente à celle du calendrier d'encaissement de référence du FAD-12, en valeur actualisée nette.
- 5.6. Au regard des pratiques des reconstitutions antérieures, les ressources reportées seront mises en commun avec les ressources disponibles au titre du FAD-13 pour être administrées et utilisées selon les modalités et conditions du FAD-13.

6. Cadre de financement indicatif

- 6.1. Au regard des projections concernant les ressources FAD pour la période 2014-16 et des difficultés financières auxquelles font face les donateurs, les trois scénarios de financement suivants sont soumis à l'examen des Plénipotentiaires.
- Un **scénario bas** au titre duquel les souscriptions des donateurs au FAD-12 seraient ajustées en appliquant le taux d'inflation cumulé du DTS (6,84 %) ;
 - Un **scénario de consolidation** au titre duquel les souscriptions augmenteraient de 38 % en valeur nominale (29 % en valeur réelle) pour atteindre un taux de croissance réel zéro des ressources totales du FAD par rapport au FAD-12 ;
 - Un **scénario de transformation** au titre duquel les souscriptions augmenteraient de 53 % en valeur nominale (43 % en valeur réelle) pour atteindre un taux de croissance réel de 10 % des ressources totales du FAD par rapport au FAD-12.

- 6.2. Le Tableau 4 ci-dessous présente les implications de chacun de ces scénarios aussi bien pour le niveau de la reconstitution que pour celui des ressources totales du FAD-13.

Tableau 4: Impact des scénarios sur la reconstitution et les ressources totales du FAD-13

Scénario de reconstitution	Croissance par rapport aux souscriptions du FAD-12, en valeur réelle	Croissance par rapport aux souscriptions du FAD-12, en valeur nominale	Croissance par rapport aux ressources du FAD-12, en valeur réelle	Croissance par rapport aux ressources du FAD-12, en valeur nominale
Bas	0%	7%	-20%	-14%
Consolidation	29%	38%	0%	7%
Transformation	43%	53%	10%	18%

- 6.3. La demande de financement des bénéficiaires du FAD est présentée dans le document consacré à la présentation générale du FAD-13. Compte tenu des documents de stratégie pays approuvés par le Conseil pour 2014, 2015 et 2016, de la réserve d'opérations régionales élaborée par le Département de l'intégration régionale et du commerce, et du Programme opérationnel indicatif élaboré dans le cadre du document de programme et de budget 2013-2015, la réserve indicative d'opérations du FAD-13 est d'une valeur totale de 7 589 millions d'UC. Sur ce montant, il est prévu 3 660 millions d'UC pour les opérations régionales, et 3 929 millions d'UC pour les opérations nationales. Le tableau 5 présente les trois scénarios de financement fondés sur divers niveaux de reconstitution.

Tableau 5: Scénarios de financement

(En millions d'UC, sauf indication contraire)

Montants	FAD-12	Scénario bas 0 % de croissance réelle des souscriptions	Scénario de consolidation 29 % de croissance réelle des souscriptions	Scénario de transformation 43 % de croissance réelle des souscriptions
CEA	2007	950	1018	1052
Souscriptions des donateurs	3769	4027	5185	5771
Contributions supplémentaires	29	-	-	-
Ressources totales	5805	4978	6203	6823
Montant du report	458	512	512	512
Ressources, y compris le report	6263	5490	6715	7335
Allocations pays	3893	-	-	-
Enveloppe régionale	1164	-	-	-
Facilité en faveur des États fragiles	764	-	-	-
Imprévus et autres ajustements	442	-	-	-
Montant total des utilisations	5821	-	-	-
Réalisation de la réserve d'opérations du FAD-13*		66,1 %	81,8 %	89,8 %
Réserve d'opérations nationales		68,3 %	89,1 %	99,6 %
Réserve d'opérations régionales		43,0 %	53,2 %	58,3 %

* Les estimations de la réalisation de la réserve d'opérations reposent sur les hypothèses concernant les ressources susceptibles d'être allouées (ressources totales prenant en compte les reports et les imprévus), le maintien de l'actuelle allocation de ressources entre la Facilité en faveur des États fragiles, l'enveloppe des opérations régionales et les allocations basées sur la performance, et le cadre existant pour le partage des coûts des opérations régionales et les exonérations pour les biens publics régionaux.

7. Conclusion et recommandations

- 7.1. Le présent document examine les sources de financement du FAD-13, notamment les contributions des donateurs, la compensation du manque à gagner, les ressources internes et les reports des précédentes reconstitutions. Il analyse également un ensemble de variables financières qui sous-tendent les ressources du Fonds, et présente une série de scénarios qui étudient les différentes sources et utilisations des ressources du FAD-13.
- 7.2. Les Plénipotentiaires sont invités à donner leurs points de vue sur les scénarios de financement présentés dans le document et à approuver les propositions suivantes :
- Fixer le déficit technique de la reconstitution à 5 % et réajuster les quotes-parts respectives en conséquence ;
 - Utiliser la période de six mois, allant du 1^{er} février 2013 au 31 juillet 2013, comme période de référence pour la détermination des taux de change applicables à la reconstitution ;
 - Utiliser le calendrier d'encaissement standard de 10 ans ou adopter un calendrier d'encaissement standard plus court ;
 - Utiliser le cadre révisé d'encaissement accéléré.

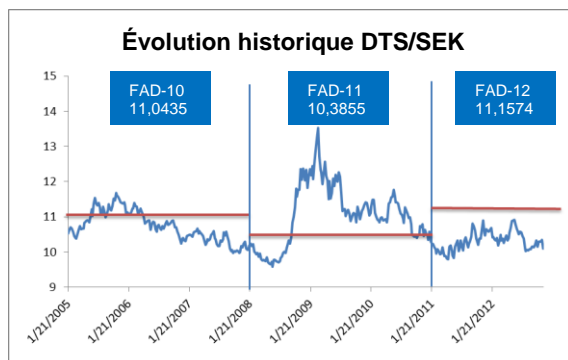
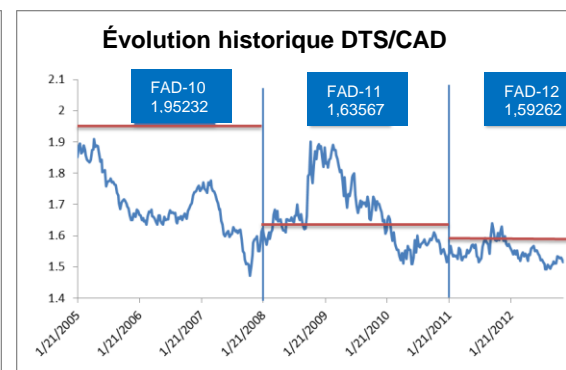
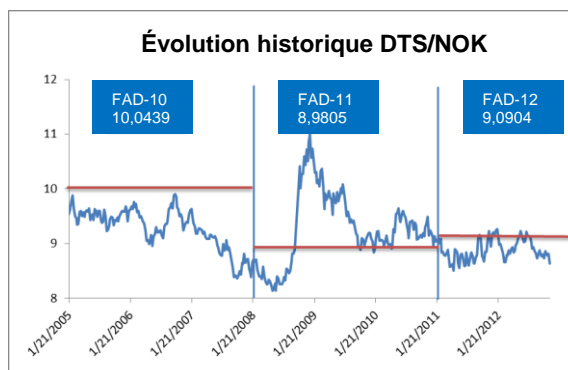
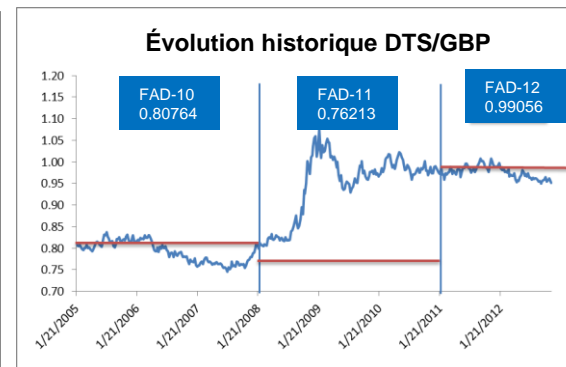
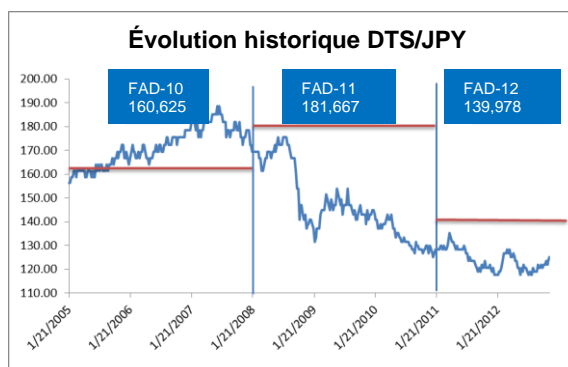
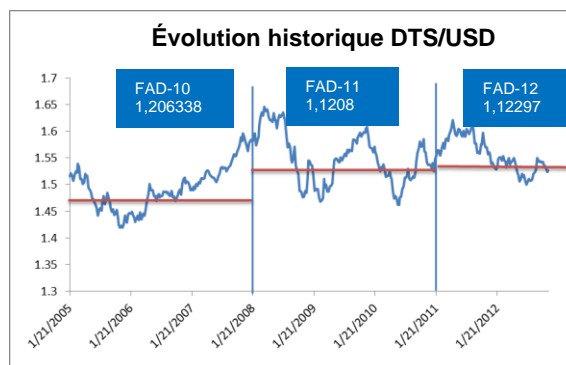
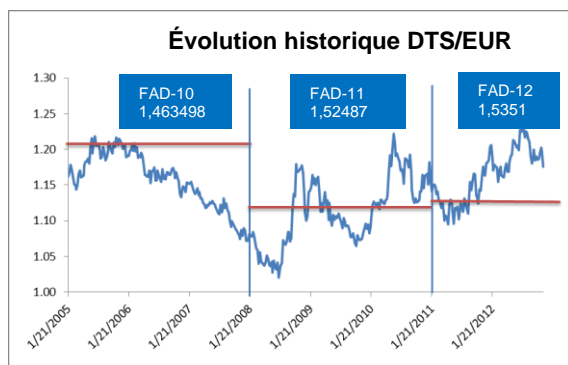
Annexe 1: Evolution des quotes-parts des donateurs au cours des trois précédentes reconstitutions

Pays	FAD-10	FAD-11	Évolution FAD-10/FAD-11	FAD-12	Évolution FAD-11/FAD-12
Argentine	0,000 %	0,000 %	-	0,239 %	-
Autriche	1,650 %	2,340 %	+42 %	2,340 %	0 %
Belgique	1,550 %	2,075 %	+34 %	2,060 %	-1 %
Brésil	0,000 %	0,177 %	-	0,235 %	+32 %
Canada	4,500 %	4,999 %	+11 %	4,999 %	0 %
Chine	1,642 %	2,161 %	+32 %	2,052 %	-5 %
Danemark	1,088 %	1,384 %	+27 %	1,891 %	+37 %
Égypte	0,000 %	0,000 %	-	0,032 %	-
Finlande	1,500 %	2,413 %	+61 %	2,739 %	+14 %
France	9,200 %	10,907 %	+19 %	8,710 %	-20 %
Allemagne	6,610 %	10,817 %	+64 %	9,781 %	-10 %
Inde	0,174 %	0,174 %	0 %	0,231 %	+32 %
Italie	4,000 %	5,264 %	+32 %	4,751 %	-10 %
Japon	6,682 %	7,070 %	+6 %	6,715 %	-5 %
Corée	0,636 %	0,878 %	+38 %	1,317 %	+50 %
Koweït	0,167 %	0,180 %	+8 %	0,180 %	0 %
Pays-Bas	3,835 %	5,437 %	+42 %	4,917 %	-10 %
Norvège	3,540 %	4,517 %	+28 %	4,396 %	-3 %
Portugal	0,565 %	0,801 %	+42 %	0,723 %	-10 %
Arabie Saoudite	0,301 %	0,443 %	+47 %	0,478 %	+8 %
Afrique du Sud	0,118 %	0,193 %	+64 %	0,255 %	+32 %
Espagne	2,200 %	3,000 %	+36 %	3,000 %	0 %
Suède	4,000 %	4,354 %	+9 %	4,354 %	0 %
Suisse	2,567 %	2,466 %	-4 %	2,466 %	0 %
Royaume-Uni	7,500 %	14,796 %	+97 %	13,997 %	-5 %
États-Unis d'Amérique	8,170 %	8,300 %	+2 %	9,319 %	+12 %
Total	72,195 %	95,146 %		92,176%	

Annexe 2 : Propositions de quotes-parts réajustées pour le FAD-13

Donateur	Quotes-parts du FAD-12	Quotes-parts proposées pour le FAD-13
Argentine	0.239%	0.246%
Autriche	2.340%	2.412%
Belgique	2.060%	2.123%
Brésil	0.235%	0.242%
Canada	4.999%	5.153%
Chine	2.052%	2.115%
Danemark	1.891%	1.949%
Égypte	0.032%	0.033%
Finlande	2.739%	2.823%
France	8.710%	8.977%
Allemagne	9.781%	10.081%
Inde	0.231%	0.238%
Italie	4.751%	4.896%
Japon	6.715%	6.921%
Corée	1.317%	1.357%
Koweït	0.180%	0.186%
Pays-Bas	4.917%	5.067%
Norvège	4.396%	4.531%
Portugal	0.723%	0.745%
Arabie Saoudite	0.478%	0.493%
Afrique du Sud	0.255%	0.263%
Espagne	3.000%	3.092%
Suède	4.354%	4.487%
Suisse	2.466%	2.541%
Royaume-Uni	13.997%	14.426%
États-Unis d'Amérique	9.319%	9.604%
	92.176%	95.000%

Annexe 3: Fluctuation des taux de change par rapport aux taux de reconstitution des principales monnaies de souscription



Annexe 4 : Calendrier de compensation au titre des dons du FAD-9 et du FAD-10

État participant	Quote-part normalisée du FAD-9	Compensation des dons du FAD-9		
		FAD-13		
		2014	2015	2016
1 Argentine	0,000 %	-	-	-
2 Autriche	1,248 %	12 500	34 372	58 395
3 Belgique	2,100 %	21 037	57 847	98 278
4 Brésil	0,447 %	4 477	12 310	20 913
5 Canada	5,729 %	57 375	157 764	268 030
6 Chine	2,090 %	20 935	57 566	97 801
7 Danemark	3,819 %	38 250	105 176	178 687
8 Finlande	1,910 %	19 125	52 588	89 343
9 France	9,328 %	93 429	256 902	436 459
10 Allemagne	10,635 %	106 519	292 895	497 609
11 Inde	0,222 %	2 219	6 101	10 365
12 Italie	5,474 %	54 825	150 752	256 118
13 Japon	11,224 %	112 417	309 115	525 165
14 Corée	0,810 %	8 109	22 297	37 882
15 Koweït	0,213 %	2 128	5 852	9 943
16 Pays-Bas	4,710 %	47 175	129 717	220 380
17 Norvège	4,507 %	45 135	124 108	210 850
18 Portugal	0,817 %	8 185	22 508	38 239
19 Arabie Saoudite	0,688 %	6 886	18 935	32 170
20 Afrique du Sud	0,150 %	1 503	4 134	7 023
21 Espagne	2,921 %	29 258	80 450	136 679
22 Suède	5,092 %	51 000	140 235	238 249
23 Suisse	3,819 %	38 250	105 176	178 687
24 Émirats Arabes Unis	0,000 %	-	-	-
25 Royaume-Uni	7,002 %	70 125	192 823	327 592
26 États-Unis d'Amérique	15,045 %	150 687	414 346	703 944
Total	100,00 % 8 434 320	1 001 550	2 753 970	4 678 800

État participant	Quote-part normalisée du FAD-10	Compensation des dons du FAD-10
		FAD-13
		2016
1 Argentine	0,000 %	-
2 Autriche	2,285 %	9 474
3 Belgique	2,147 %	8 900
4 Brésil	0,000 %	-
5 Canada	6,233 %	25 838
6 Chine	2,274 %	9 428
7 Danemark	1,507 %	6 246
8 Finlande	2,078 %	8 613
9 France	12,743 %	52 825
10 Allemagne	9,156 %	37 953
11 Inde	0,241 %	999
12 Italie	5,541 %	22 967
13 Japon	9,255 %	38 366
14 Corée	0,881 %	3 652
15 Koweït	0,231 %	959
16 Pays-Bas	5,312 %	22 020
17 Norvège	4,903 %	20 326
18 Portugal	0,783 %	3 245
19 Arabie Saoudite	0,417 %	1 729
20 Afrique du Sud	0,163 %	677
21 Espagne	3,047 %	12 632
22 Suède	5,541 %	22 967
23 Suisse	3,556 %	14 741
24 Émirats Arabes Unis	0,000 %	-
25 Royaume-Uni	10,389 %	43 064
26 États-Unis d'Amérique	11,316 %	46 909
Total	100,00 % 414 530	414 530

Annexe 5: Hypothèses de base sous-tendant la CEA pour les reconstitutions successives du FAD

Hypothèses	Description	FAD-10	FAD-11	FAD-12	FAD-13
Contributions des donateurs aux futures reconstitutions	Pour déterminer la CEA pour le scénario de référence, les souscriptions des donateurs au titre des futures reconstitutions devraient, par prudence, demeurer inchangées, en valeur réelle. Selon les estimations, le montant nominal des contributions des donateurs augmentera proportionnellement au taux d'inflation cumulé (pour le droit de tirage spécial – DST) de la précédente période de reconstitution. Le même taux d'inflation est utilisé pour établir les projections concernant l'augmentation des contributions des donateurs.	0.0%	7.0%	4.49%	6.84%
Compensation du manque à gagner dû à l'IADM	Outre les contributions régulières, les donateurs devraient verser des contributions supplémentaires au cours des futures reconstitutions pour couvrir 100 % des pertes au titre de l'IADM pour tous les pays pauvres très endettés (pour le manque à gagner lié au principal et aux intérêts), selon le principe de paiement progressif. En se basant sur le taux de recouvrement historique de l'IADM, le modèle détermine un pourcentage des contributions pour la compensation à recevoir au titre de l'IADM pour le FAD-13 et les futures reconstitutions.	0.0%	84.0%	90.0%	93,0 % (y compris un retard de 3 %)
Part des dons au titre de la reconstitution	Le niveau des dons au titre de la reconstitution est déterminé sur la base de l'analyse de soutenabilité de la dette. Aux fins du présent document, la part des dons au titre du FAD-13 devrait demeurer la même que pour le FAD-12 et sera actualisée en 2013.	44.0%	28.4%	30.65%	34.5%
Frais exigibles à l'avance au titre des dons	Outre les contributions ordinaires, les donateurs ont convenu de financer 100 % des pertes imputables au non-remboursement du principal au titre des dons, à travers des contributions supplémentaires aux futures reconstitutions, sur la base d'un paiement progressif. Le manque à gagner au titre des frais pour les dons est inclus comme actualisation du volume. La décote liée à l'actualisation du volume est déduite des dons octroyés aux pays FAD (20 % pour le FAD-12). Elle comprend: 1) Les frais déduits à l'avance du montant du don, au titre de la compensation du manque à gagner au titre de la commission de service, sont reversés au pool de liquidité qui sert de base pour estimer la CEA (14,57 % pour le FAD-12). 2) Le solde de l'actualisation revenant aux pays exclusivement FAD par le biais de l'ABP (5,43 % pour le FAD-12). Pour le FAD-13, la compensation en début de période sera ajustée lorsque le taux d'actualisation de la reconstitution sera fixé.	11.9%	10.12%	14.57%	14.57%
Dépenses administratives	Ces dépenses sont basées sur le programme budgétaire pertinent et devraient par la suite augmenter annuellement, au pourcentage indiqué.	3.0%	3.0%	3.0%	3.0%
Transferts annuels de la BAD	Les transferts annuels constants du revenu net de la BAD, en millions d'UC.	10	20	35	35
Facteur de sensibilité aux remboursements	Pour prendre en compte les retards dans les remboursements attendus des pays ayant des arriérés à l'égard du Fonds, les flux de remboursements sont maintenus à un niveau constant, au pourcentage des remboursements de prêt prévus.	85.0%	85.0%	90.0%	90.0%

Hypothèses	Description	FAD-10	FAD-11	FAD-12	FAD-13
Facteur de sensibilité aux décaissements	Pour prendre en compte la compensation des dons et les annulations de prêts, les réductions des flux de décaissements sont maintenues à un niveau constant, au pourcentage des prêts dont les accords ont été signés.	93.18%	93.18%	95.18%	95.18%
Taux de rendement des placements	Le taux de rendement annuel du portefeuille de placements.	3.42%	4.45%	4.5% ¹	2.65% ²
Niveau prudentiel annuel minimum de la liquidité annuelle	Pour se conformer à la politique de liquidité du Fonds, le niveau de liquidité est maintenu à un pourcentage des projections concernant les décaissements au cours des trois années suivantes	100%	75%	75%	75%
Annulations de prêts	Le modèle repose sur l'hypothèse d'un certain niveau d'annulations de prêts chaque année en valeur nominale, en millions d'UC. Au cours du FAD-12, la politique d'annulation de prêts a été amendée, et une proportion de 30 % seulement des annulations est désormais réinjectée dans le pool de liquidité, le solde de 70 % étant alloué aux pays concernés. En conséquence, pour le FAD-13, l'hypothèse retenue est que 30 millions d'UC seulement (30 % des annulations brutes de 100 millions d'UC) seront reversés au pool de liquidité servant de base pour l'estimation de la CEA.	0	100	100	30
Capacité d'engagement anticipé	Le niveau de la capacité d'engagement anticipé résultant du modèle, en millions d'UC.	1200	2063	2007	950

1 – Moyenne des taux à terme en vigueur à l'époque ;

2 – Rendement potentiel du portefeuille, fondé sur la composition de l'encours du portefeuille et la courbe des taux à terme.